

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200F CFA

www.adiac-congo.com

N° 4557 JEUDI 27 JUILLET 2023

IX^{es} JEUX DE LA FRANCOPHONIE

Controverse autour de l'arrivée de Louise Mushikiwabo à Kinshasa

Les assurances du gouvernement quant à la présence de la secrétaire générale de l'OIF à l'ouverture des Jeux, le 28 juillet, ont été battues en brèche par la porte-parole de cette organisation internationale. Cette dernière a indiqué que Louise Mushikiwabo ne fera pas le déplacement de Kinshasa, car n'ayant pas reçu son invitation formelle conformément à l'engagement pris par la République démocratique du Congo.

Page 3



AUTONOMISATION DE LA FEMME

Présentation des résultats du projet d'appui au développement des MPME



Les oratrices lors de la conférence de presse sur le projet PADMPME

Les résultats réalisés dans le cadre de ce projet, conçu par le gouvernement et mis en œuvre par l'ONU Femmes, ont été présentés au cours d'une conférence de presse animée par des ONG partenaires. L'objectif poursuivi est de faire bénéficier aux femmes un travail décent afin de leur garantir l'autonomie économique.

Page 3

VILLE DE KINSHASA

Une plainte de Gentiny Ngobila contre Godé Mpoyi



Le gouverneur Gentiny Ngobila et Gode Mpoyi, le président de l'Assemblée provinciale de Kinshasa réhabilité

Le président de l'Assemblée provinciale de Kinshasa est sous le coup d'une plainte émise à son encontre par le gouverneur Gentiny Ngobila. Gode Mpoyi est accusé

pour « diffamation, imputation dommageable et atteinte à la liberté garantie aux particuliers ».

Page 4

LUTTE CONTRE LA POLIOMYÉLITE

Les pédiatres invités à rassurer les parents sur les avantages de la vaccination

Le Programme élargi de vaccination, en partenariat avec le Fonds des Nations unies pour l'enfance, a organisé récemment une séance d'information à l'intention des membres de la société des pédiatres de la République démocratique du Congo (RDC). C'était en prévision de l'organisation du 27 au 29 juillet des journées nationales de vaccination contre la poliomyélite dans onze provinces de la RDC.

Le Programme élargi de vaccination, en partenariat avec le Fonds des Nations unies pour l'enfance, a organisé récemment une séance d'information à l'intention des membres de la société des pédiatres de la République démocratique du Congo (RDC). C'était en prévision de l'organisation du 27 au 29 juillet des journées nationales de vaccination contre la poliomyélite dans onze provinces de la RDC.

Page 4

ÉDITORIAL

Se remettre en confiance

La jeunesse francophone venue des cinq continents va montrer l'étendue de son talent du 27 juillet au 6 août à Kinshasa, la capitale de la République démocratique du Congo (RDC) dans le cadre des neuvièmes Jeux de la Francophonie, vecteurs de cohésion sociale. Ils sont aussi un canal par lequel l'identification des jeunes à l'élite sportive et culturelle est assurée.

La compétition se disputant tous les quatre ans à l'image des Jeux olympiques représente non seulement un événement privilégié pour la détection des jeunes talents sportifs francophones, mais offre également l'expérience de la compétition internationale à des jeunes athlètes grâce aux valeurs prônées, notamment le dépassement de soi, la performance et l'excellence.

La délégation congolaise est très attendue à Kinshasa, surtout les footballeurs qui vont affronter le Sénégal et le Burkina Faso. C'est rare que le Congo fasse une simple et anonyme figuration dans ces jeux même s'il fait reconnaître qu'à Abidjan les Diabes rouges, doubles vainqueurs en 2009 à Beyrouth au Liban et en 2013 à Nice en France, se sont présentés sur la pointe des crampons.

Pour atténuer les critiques, les moins de 20 ans congolais ont préparé le rendez-vous de Kinshasa dans les moindres détails dans l'espoir d'aller le plus loin possible. Par ailleurs, si les autres disciplines ont effectué le voyage avec une bonne dose de confusion dans leurs bagages, les judokas congolais sont plus qu'heureux de renouer avec cette compétition après la dernière médaille de bronze remportée en 2009.

Les athlètes ont sans nul doute emmagasiné une confiance de compétiteur lors du tournoi de préparation sur le sol kinois. Du football au judo en passant par l'athlétisme, la lutte... tous sont investis d'une mission de frapper un grand coup et permettre enfin au Congo de briller dans le concert international. Bien sûr, à cœur vaillant rien n'est impossible. Bonne chance à nos ambassadeurs ! faites-nous rêver.

Les Dépêches de Brazzaville

MINES

Le consortium turc compte investir dans le secteur minier congolais

Le vice-ministre des Mines, Godard Motemona, a échangé avec un consortium des investisseurs turcs qui envisage investir dans le secteur minier en République démocratique du Congo.



Séance de travail avec les délégués du consortium turc

Au sortir de l'audience, le député national, Bernard Kayumba, chef de la délégation qui a conduit ces investisseurs turcs auprès du vice-ministre des Mines, a étalé les ambitions de ce consortium dirigé par M. Pazig, directeur général. L'élue national a déclaré que cette structure turque est déterminée et surtout engagée pour, entre autres, mettre en musique la construction des bars de fer pour s'inscrire dans la vision du chef de l'État qui tient à rebâtir tout le fondement de la nation. Le consortium d'investisseurs

turcs, a-t-il souligné, est intéressé par les minerais de la République démocratique du Congo (RDC) et veut également s'émouvoir dans la construction des logements sociaux et dans la fabrication des bars de fer sur place en RDC. Bernard Kayumba a, par ailleurs, précisé que la délégation turque compte dans les tous prochains jours effectuer une descente dans le Grand-Katanga. L'idéal est d'entrer en contact avec les sociétés minières d'autant plus qu'ils vont devoir commencer à acheter et exporter les mine-

rais, question de créer des entreprises, des emplois au profit de la population congolaise. Pour sa part, le vice-ministre des Mines, Godard Motemona, représentant la ministre des Mines, Antoinette N'Samba, empêchée a rassuré à ses hôtes l'accompagnement du gouvernement afin qu'ils s'imprègnent de la situation et il leur a fait savoir aussi qu'ils étaient entre de bonnes mains. Le consortium turc est une société multinationale basée à Dubaï et en Turquie.

Blandine Lusimana

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dorly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa-RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndongidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),

Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

* Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565, eMail : contact@inc-sa.com, site Internet www.inc-sa.com

IXES JEUX DE LA FRANCOPHONIE

Louise Mushikiwabo aux abonnés absents à la cérémonie d'ouverture

À la veille de l'ouverture des IXes Jeux de la Francophonie prévus du 28 juillet au 6 août à Kinshasa, les spéculations vont bon train quant à la présence dans la capitale de l'actuelle secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Mme Louise Mushikiwabo.

Viendra, viendra pas ? En tout cas, les dernières informations glanées au niveau officiel font état de son arrivée imminente à Kinshasa. Une façon de contredire tous ceux qui contestent sa présence à Kinshasa à cause de l'implication de son pays dans l'agression perpétrée contre la RDC par l'entremise des rebelles du M23. Louise Mushikiwabo sera bel et bien à Kinshasa comme l'ont, d'ailleurs, confirmé le porte-parole du gouvernement Patrick Muyaya et la ministre de la Culture et des Arts, Catherine Katungu Furaha. Le protocole d'usage lors de la cérémonie d'ouverture exige que la secrétaire générale de l'organisation soit présente et prenne la parole. «Kinshasa ne peut pas déroger à cette tradition», a tenu à expliquer le porte-parole du gouvernement lors d'une récente intervention médiatique.

Les assurances du gouvernement congolais ont malheureusement été battues en brèche par l'OIF, via son porte-parole, qui a indiqué que l'intéressée ne fera pas le déplacement de Kinshasa. Et pour cause ? L'invitation formelle qui était censée lui être remise en mains propres par le ministre des affaires étrangères n'est jamais parvenue à sa destinataire, Kinshasa ayant tout annulé en dernière minute. L'invitation n'a donc jamais été reçue alors que Kinshasa s'était engagé devant le conseil permanent de la Francophonie à se plier à cet exercice. «Une confusion » qui, d'après la porte-parole, a poussé la secrétaire générale à annuler sa participation et à déléguer son n°2, l'administratrice de l'OIF Caroline Saint-Hilaire déjà sur place à Kinshasa.

Alain Diasso



Louise Mushikiwabo

AUTONOMISATION DE LA FEMME

Présentation des résultats du projet d'appui au développement des MPME

Les résultats réalisés dans le cadre de ce projet conçu par le gouvernement congolais et mis en œuvre par l'ONUFemmes ont été présentés au cours d'une conférence de presse animée par les ONG partenaires dans l'exécution dudit projet, à savoir le Cadre de concertation de la femme congolaise (Cafco) et l'Association des femmes entrepreneurs du Congo (Afeeco) au chapiteau du collège Boboto.

Le projet d'appui au développement de micro, petites et moyennes entreprises (PADMPME) au bénéfice des femmes entrepreneures a pour objectif de sécuriser les revenus des femmes, de faire bénéficier à celles-ci un travail décent afin de leur garantir une autonomie économique. Cela dans le but de participer à l'amélioration de l'environnement des affaires à travers la contribution à la réforme du cadre juridique et l'application des lois en protection des droits économiques et sociales des femmes d'une part et d'autre part de contribuer à grande échelle à la dissémination de ces lois en vue de provoquer un changement d'attitudes et de comportements des acteurs.

Les résultats réalisés dans la mise en œuvre du PADMPME ont été présentés selon les différents volets. S'agissant du volet plaidoyer, la présidente de l'Afeeco, Betty Mulanga, a fait savoir que plusieurs activités ont été menées, notamment la mise en place de douze clubs d'écoute et d'échange dans douze marchés à Kinsha-



Les oratrices lors de la conférence de presse sur le projet PADMPME

sa, l'organisation d'une réunion de concertation, d'un atelier sur les techniques de plaidoyer, des matinées de coalition, d'une marche dénommée marche de l'entrepreneuriat, d'un tournoi de football dans le cadre de la campagne de la masculinité positive. Pour ce qui est du volet ren-

forcement des capacités des radios communautaires, il a été organisé, selon Mme Patience Barandenge, une formation des journalistes sur la stratégie de digitalisation, les principes de l'autonomisation de la femme, les cinq messages-clés, la création du club d'écoute Impala, la réalisation des émissions radio-

diffusées Tolobela entrepreneuriat, la création d'un annuaire des femmes entrepreneures. Revenant sur les activités du volet réforme et dissémination des textes et des lois favorables à l'entrepreneuriat féminin, Mme Mimi Muponga du Cafco a cité comme activités l'organisation d'une caravane et des

cliniques mobiles de dissémination du Code de la famille et d'autres lois relatives à l'entrepreneuriat, bâtir un partenariat avec les femmes rurales et les alliances communautaires pour l'entrepreneuriat des femmes pour la dissémination du Code de la famille et d'autres lois. Il a été aussi organisé des formations de renforcement des capacités des leaders traditionnels et religieux, la sensibilisation des femmes, des filles, des hommes et des garçons à travers la diffusion de la pièce théâtrale "Bongo te tika". Grâce à ces activités, a fait savoir la responsable du projet, Mimi Muponga, nous avons enregistré cent soixante et une demandes de document RCCM, nous avons obtenu un engagement des chefs traditionnels et religieux à lutter contre les violences sexuelles basées sur le genre. Conçu pour une durée de deux ans soit 2021-2023, ce projet salvateur a ciblé quatre provinces à savoir Kinshasa, Haut-Katanga (Lubumbashi), Kongo central (Matadi) et Nord-Kivu (Goma).

Blandine Lusimana

KINSHASA

Une plainte de Gentiny Ngobila contre Godé Mpoyi

À peine qu'il vient d'être réhabilité par la Cour d'appel de Kinshasa-Gombe suspendant la décision de la plénière de l'Assemblée provinciale qui l'avait déchu, Gode Mpoyi est à nouveau dans des sales draps.

Le président de l'Assemblée provinciale de Kinshasa qui avait déjà maille à partir avec le gouverneur Gentiny Ngobila est sous le coup d'une plainte de ce dernier. À en croire les avocats du chef de l'exécutif provincial, Gode Mpoyi est accusé pour « *diffamation, imputation dommageable et atteinte à la liberté garantie aux particuliers* ». Le procureur général près la Cour de cassation est déjà saisi de cette plainte. La défense du gouverneur explique que, dans une correspondance datée du 31 mai et adressée à son client par le chairman de l'Assemblée provinciale, ce dernier lui reprochait « méchamment » ce qu'il qualifiait de gestion « opaque » de la ville de Kinshasa ». Des propos mal digérés par les avocats de Gentiny Ngobila



Une vue du centre ville de Kinshasa

Le procureur général près la Cour de cassation est déjà saisi de cette plainte. La défense du gouverneur explique que, dans une correspondance datée du 31 mai et adressée à son client par le chairman de l'Assemblée provinciale, ce dernier lui reprochait « méchamment » ce qu'il qualifiait de gestion « opaque » de la ville de Kinshasa ». Des propos mal digérés par les avocats de Gentiny Ngobila pour qui ils dissimulaient mal l'intention de nuire dans le chef de son auteur.

pour qui ils dissimulaient mal l'intention de nuire dans le chef de son auteur.

Pour eux, le contenu de cette lettre portait atteinte à la dignité et à la réputation de leur client. Cette plainte est venue, comme qui dirait, exacerber le conflit entre le gouverneur de la ville et l'ancien président de l'Assemblée provinciale de Kinshasa. Il l'est davantage depuis la réhabilitation

de Gode Mpoyi par la Cour d'appel de Kinshasa-Gombe. Celle-ci a suspendu la décision de la déchéance du président de l'APK prononcée, il y a quelques jours, par la plénière de cette institution provinciale. Une situation qui tend à installer un climat de méfiance entre le bureau et la plénière désormais en rupture de confiance.

Alain Diasso

LUTTE CONTRE LA POLIOMYÉLITE

Les pédiatres invités à rassurer les parents des avantages de la vaccination.

En prévision de l'organisation du 27 au 29 juillet des journées nationales de vaccination contre la poliomyélite dans onze provinces de la République démocratique du Congo (RDC), le Programme élargi de vaccination (PEV), en partenariat avec le Fonds des Nations unies pour l'enfance (l'Unicef), a organisé une séance d'information à l'intention des membres de la société des pédiatres de la RDC.

Étant toujours en contact avec les parents, les pédiatres sont de véritables canaux pour sensibiliser la communauté sur le bien-fondé de la vaccination. D'où cet appel qui leur a été lancé par la coordinatrice polio au bureau de l'Unicef en RDC, le Dr Hawa Kone, « *Les pédiatres sont appelés à encourager les parents à faire vacciner leurs enfants gratuitement contre la poliomyélite, à renforcer la communication interpersonnelle avec eux et les gardiens d'enfants,* » a-t-elle martelé. Tout en insistant que les pédiatres devraient aussi informer, guider et rassurer les parents lors des consultations et activités pédagogiques des structures de santé sur le bien-fondé de la vaccination et contribuer à mobiliser la com-

munauté étrangère vivant en RDC par la diffusion des informations justes. « *Les pédiatres qui sont en contact avec les enfants doivent communiquer avec un grand public à travers notamment le digital pour diffuser les infor-*

munication produits par le PEV », a renchéri le Dr Kone.

Collaborer avec les pédiatres

La coordinatrice nationale des centres des opérations d'urgence polio, le Dr Elisabeth

campagne nationale de lutte contre la polio, car ils sont des acteurs majeurs qui donnent des conseils adéquats lorsque les enfants ont un souci de santé. Nous voulons travailler avec eux et accentuer cette collaboration qui existe à chaque fois

ces professionnels de santé car, a laissé entendre Dr Mukamba, ils sont les porte-parole pour arriver à atteindre tous les enfants et apporter les informations sur la vaccination. Notons que la RDC organise un passage de riposte vaccinale avec le « *vaccin polio oral* » dans cinq cent dix-neuf zones de santé du pays en deux blocs. Le premier bloc de la campagne de vaccination cible onze provinces, à savoir Kinshasa, le Kongo central, le Kasai, le Kwilu, l'Équateur, le Kwango, le Mai-Ndombe, la Mongala, la Tshuapa, le Nord-Ubangi, le Sud-Ubangi. Le deuxième bloc comprend les quinze autres provinces restantes. Dans ces provinces, la campagne va avoir lieu du 10 au 12 août 2023.

Blandine Lusimana

« Les pédiatres qui sont en contact avec les enfants doivent communiquer avec un grand public à travers notamment le digital pour diffuser les informations dans les centres de santé, les cliniques, les comités savants, et sur tous les réseaux professionnels et sociaux en partageant les vidéos, les photos, les affiches et tous les supports de communication produits par le PEV »

mations dans les centres de santé, les cliniques, les comités savants, et sur tous les réseaux professionnels et sociaux en partageant les vidéos, les photos, les affiches et tous les supports de com-

Mukamba, a soutenu que pour venir à bout de la lutte contre la polio, une étroite collaboration avec les pédiatres est nécessaire. « Nous avons tenu à rencontrer les pédiatres dans le cadre de l'organisation de cette

que nous introduisons un nouveau vaccin pour lutter contre les maladies », a-t-elle indiqué. La séance d'information organisée à l'intention des pédiatres s'inscrivait dans l'objectif de redynamiser le partenariat avec

PDL-154 TERRITOIRES

La Primature se rassure sur le montage des ponts métalliques par l'Office de routes

Au nom du Premier ministre Sama Lukonde, le directeur de cabinet, Paul Gaspard Ngodankoy Nkoy-ea-Loongya, visite le site de l'Office des routes où est monté un pont métallique modèle.

Le Programme de développement local des 145 territoires (PDL-145 T) de la République démocratique du Congo (RDC) est en train de prendre de plus en plus forme, dans son volet infrastructures routières. Le 25 juillet, le directeur de cabinet du Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde, le Pr Paul Gaspard Ngodankoy Nkoy-ea-Loongya, a visité le site de l'Office des routes où sont entreposés les matériels destinés au montage des ponts pour les 145 territoires. Par la même occasion, il a visité un pont modèle déjà monté.

Sur le site de l'Office, un premier lot des matériels est déjà arrivé devant permettre de monter près d'une centaine des ponts métalliques. « Je suis venu me rendre compte de l'exécution du programme d'actions du gouvernement, volet Routes. Vous savez, le gouvernement, dans le cadre de son programme approuvé par l'Assemblée nationale et plus spécialement dans le cadre du Programme de développement local des 145 territoires, a commandé des ponts pour nos rivières à travers l'ensemble de la République. L'Office des routes, qui représente le gouvernement en la matière, a signé un contrat avec une société française pour la construction des ponts métalliques. Aujourd'hui, c'est chose faite. Je suis venu me rendre compte de l'effectivité de ce programme. Il y a déjà un premier lot qui est arrivé, un deuxième va arriver, un troisième encore. Tout cela va être déployé sur



Le directeur de cabinet visitant le site de l'Office des routes et un pont métallique monté

Je suis venu me rendre compte de l'exécution du programme d'actions du gouvernement, volet Routes. Vous savez, le gouvernement, dans le cadre de son programme approuvé par l'Assemblée nationale et plus spécialement dans le cadre du Programme de développement local des 145 territoires, a commandé des ponts pour nos rivières à travers l'ensemble de la République. L'Office des routes, qui représente le gouvernement en la matière, a signé un contrat avec une société française pour la construction des ponts métalliques. Aujourd'hui, c'est chose faite

l'ensemble du territoire national et chacun de nos territoires sera doté d'au moins un pont. C'est pour cette raison que vous voyez derrière moi les membres de la Fondation Ngodankoy qui sont venus également se rendre compte de l'existence d'un pont pour leur territoire de Yaouma.

C'est pour cette raison qu'ils sont là avec moi. Il s'agit d'un programme important qui tient beaucoup à cœur le chef de l'État, mais aussi le chef du gouvernement. Je pense que c'est encourageant et notre peuple peut garder espoir sur ce programme-là », a déclaré à la presse le Pr Paul Gaspard

Ngodankoy Nkoy-ea-Loongya. Le directeur général de l'Office des routes, Kikangala Ngoy Jeanneau, a pour sa part rendu hommage au président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, au Premier ministre et à tout le gouvernement pour la matérialisation de ce projet. Il a par ailleurs

annoncé le déploiement déjà en cours de ces matériels. « Je dis au directeur de cabinet du Premier ministre qui nous a rendu visite ce matin. C'est une visite encourageante pour nous parce que nous avons vu derrière lui le Premier ministre. Nous avons vu tout le gouvernement derrière lui, pour venir nous encourager par rapport à ce travail que nous faisons selon la vision du chef de l'État, son Excellence Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo qui voudrait que l'ensemble de nos axes principaux de la République soient carrossables. Nous sommes d'abord dans la phase de la première commande, celle des 44 ponts qui sont en train de venir à Kinshasa. Nous avons déjà commencé le programme de déploiement sur le terrain avec ce qui était arrivé avant. C'est déjà acheminé au site de lancement et il y a des sites où les travaux de lancement sont effectués par nos propres régions, nos directions provinciales. Il y a des sites où les travaux de lancement font l'objet d'un appel d'offres à travers la passation des marchés », a-t-il dit.

Programme phare du gouvernement selon la vision du président de la République, le PDL-145 territoires est déjà à pied d'œuvre sur l'ensemble du territoire national, avec la construction des écoles, des centres de santé et des bâtiments administratifs. Plusieurs ouvrages sont déjà finis et n'attendent que l'inauguration par l'autorité compétente.

Martin Engimo

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr

ÉLECTIONS DE DÉCEMBRE 2023

Tony Bolamba, candidat à la magistrature suprême

Ce qui, hier encore, passait pour une simple vue de l'esprit, est en train de prendre corps aujourd'hui avec la candidature déclarée du gouverneur honoraire de l'Équateur, Tony Bolamba, à la magistrature suprême du pays lors des élections de décembre 2023.

Dans sa déclaration publiée le 22 juillet, l'ancien gouverneur de l'Équateur égrène son programme d'action articulé sur cinq principaux axes, en l'occurrence la santé, l'éducation, la sécurité, le social et l'emploi. Ce programme de gouvernance se cristallise autour de ses convictions d'homme d'État déterminé à réconcilier le Congo avec lui-même. Au-delà, ce programme reflète l'obsession qui a toujours été la sienne, celle de faire revivre le Congo afin qu'il retrouve sa place sur l'échiquier international. Tout en sollicitant le suffrage de ses compatriotes, Tony Bolamba justifie sa candidature par le besoin ressenti de rétablir l'équité, l'unité, la justice et la paix, sans lesquelles l'on ne peut parler du développement. Plaidoyer pour le «vivre ensemble» Le petit-fils de l'écrivain Antoine Roger Bolamba d'heureuse mémoire se réclame de la catégorie des Congolais qui aiment véritablement le Congo pour, a-t-il déclaré, «unir et servir les Congolais, pour rendre

aux Congolais ce qui leur appartient et enrichir le peuple congolais». Attaché aux valeurs d'hospitalité et de l'unité de son pays ainsi qu'au cosmopolitisme de son peuple, cet acteur politique prône l'unité comme socle de la régénérescence de la République démocratique du Congo (RDC). Nonobstant la situation déliquescence dans laquelle se trouve actuellement le pays, il exhorte ses compatriotes à l'optimisme. «Nous devons avoir confiance et foi en notre pays pour demeurer dans l'unité que nous a léguée le maréchal Mobutu dans



Le gouverneur honoraire Tony C. Bolamba tribal, xénophobe ou sécessionniste « ne coupera la corde de solidarité et de l'unité qui lie notre République à son peuple et notre peuple à la nation congolaise!» «Une candidature responsable Outre sa disposition à redonner le pouvoir aux citoyens, à rendre le pouvoir au peuple congolais d'origine, de père ou de mère, d'adoption ou de cœur.» Tony Bolamba se veut le chantre de la paix, de la

«Nous devons avoir confiance et foi en notre pays pour demeurer dans l'unité que nous a léguée le maréchal Mobutu dans la République»

la République», a-t-il dit. Plus concrètement, Tony Bolamba entend «réunir le peuple congolais aujourd'hui divisé par des discours xénophobes et sécessionnistes, par des débats qui stigmatisent

d'autres citoyens». D'où sa totale désapprobation au projet de Loi dit de Père et de Mère, mais aussi du projet de Loi dit Loi Milou qui, d'après lui, «marquent une fissure dans notre vouloir vivre ensemble!» Et d'ajouter qu'aucun discours

solidarité, de la justice sociale et du vivre ensemble. L'initiateur du Mouvement pour le Congo (Moco) rassure cependant sur le fait que sa candidature n'est pas contre celle de qui que ce soit, ni contre celle du président de la République sortant, Félix-Antoine Tshisekedi, à qui il rend d'ailleurs un vibrant hommage pour ce qu'il a réalisé durant son premier quinquennat. Il refuse cependant de lui faire porter seul la responsabilité de la situation déliquescence actuelle que connaît le pays. «En homme d'Etat responsable, libre et éclairé, j'assume tout ce qui nous arrive aujourd'hui», a-t-il affirmé, sans embages ni détours. Enfin, Tony Bolamba dit compter sur l'élan patriotique, citoyen et républicain des Congolais pour soutenir sa candidature à la magistrature suprême portée par l'association Alliance des mobutistes pour le peuple et la République, le Moco, ainsi que par les partis ou regroupements politiques qui seront leurs partenaires.

Alain Diasso

FÉCOFA

Trois membres du Conor à la Demiap

Trois membres du Comité de normalisation de la Fécofa ont passé trois heures à la Demiap, dans un interrogatoire, avant d'être relâchés.

L'information s'est rapidement répandue dans les réseaux sociaux en début d'après-midi du 25 juillet. Le président du Comité d'harmonisation (Conor) de la Fédération congolaise de football association (Fécofa), Dieudonné Sambi Nsele-Lutu, le vice-président Guy Kabeya Muana Kalala et le secrétaire général Innocent Kibundulu Kazadi ont été emmenés par les agents du service de sécurité Détection militaire des activités anti-patrie (Demiap).

Après trois heures d'interrogatoire, rapporte mediacongo.net, le président Dieudonné Sambi, le vice-président Guy Kabeya et le secrétaire Innocent Kibundulu, ainsi que l'informaticien pris avec eux, ont regagné leurs bureaux. Les raisons de leur détention dans ce service de sécurité militaire ne sont pas connues. Cependant, on soufflerait qu'il s'est agi du dossier Daring Club Motema Pembe (DCMP). En effet, ceci intervient après la décision prise récemment par le



Conor relative au retrait de la licence CAF au DCMP, privant du coup le club vert et blanc d'une participation à la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF). La décision du Conor a été motivée par la volonté manifeste du club vert et blanc à ne pas payer

les dettes des entraîneurs italiens Andrea Agostinelli, Matteo Basile et Emmanuele Bottoni, ainsi que la dette de l'entraîneur congolais Otis Ngoma à qui DCMP doit plus de 90 mille dollars. La direction des Immaculés a contesté la décision. On apprend même que les di-

Le Comité de normalisation de la Fécofa rigeants du club auraient tenté de pousser une frange importante des supporters de ce club populaire de Kinshasa et même du pays à se soulever. Ceci expliquerait-il l'implication de la Demiap dans ce dossier ? «Il y a déjà eu un précédent avec le Conseil national de sécurité

dont les agents avaient investi la Fécofa lorsque celle-ci avait pris cette fois-là une décision contre Lupopo», a indiqué une source anonyme.

L'on veut croire que les raisons de l'interpellation de ces membres du Conor sont autres et pas liées à l'administration de la Fécofa par le Conor, et qu'un service de sécurité de l'ampleur de la Demiap n'a pas été mis à contribution et induit en erreur à des fins inavouées. Sinon, le football congolais s'exposerait à d'éventuelles sanctions de la Fédération internationale de football association et à la CAF pour cause d'ingérence de l'État dans les affaires de la Fécofa. Et ce, d'autant plus que le Conor a été installé directement par ces deux instances internationales du football afin de remettre dans les normes la Fécofa qui était engluée dans l'irrégularité et la mauvaise gestion depuis plusieurs années. Wait and see.

Martin Engimo

TOURISME

Une réunion africaine de l'OMT attendue à Maurice

L'île Maurice se prépare à accueillir les ministres africains du Tourisme pour la 66e réunion de la Commission pour l'Afrique (CAF) de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), a annoncé lundi le ministère mauricien du Tourisme.

Cette réunion, qui se tiendra du 26 au 28 juillet dans le nord-ouest de Maurice, aura pour thème «Repenser le tourisme pour l'Afrique : promouvoir l'investissement et les partenariats ; relever les défis mondiaux». Une trentaine de ministres

issus des pays d'Afrique et de la région sont attendus pour cette réunion. Le secrétaire général de l'OMT, Zurab Pololikashvili, la secrétaire générale du Commonwealth, Patricia Scotland, le commissaire au tourisme de l'Union afri-

caine, Albert Muchanga, et le président du Conseil exécutif de l'OMT, Ahmed Al-Katheeb figureront parmi les invités.

La réunion de la Commission sera également suivie d'une conférence et d'un atelier technique. La Com-

mission pour l'Afrique de l'OMT constitue la principale plate-forme institutionnelle où les ministères du Tourisme discutent des dernières tendances du secteur au niveau continental et mondial et de la mise en œuvre de leur programme

de travail.

La réunion de la CAF se tient chaque année dans le cadre des événements statutaires de l'OMT. C'est la deuxième fois que Maurice, membre de l'OMT depuis 1975, accueillera cette réunion.

CÔTE D'IVOIRE

Campagne de démoustication suite à une épidémie de dengue à Abidjan

Une campagne de démoustication est en cours à Abidjan où une épidémie de dengue a causé la mort de deux personnes sur 84 cas enregistrés sur l'ensemble du territoire national, a-t-on appris vendredi auprès du ministère ivoirien de la Santé.

Selon une note d'information du ministère de la Santé, la campagne de démoustication a été officiellement lancée jeudi dans les communes abidjanaises de Cocody et de Bingerville où se concentre la plupart des cas.

«L'élimination de la dengue repose principalement sur la lutte anti-vectorielle qui consiste à éliminer tous les lieux de reproduction des moustiques tels que les retenues d'eau après chaque pluie et les eaux stagnantes», a fait savoir le ministère de la Santé.

La campagne comprend la des-

truction des gîtes larvaires pour prévenir la maturation des moustiques et la pulvérisation spatiale d'insecticides contre les moustiques adultes.

En plus de la lutte vectorielle, le ministère de la Santé a annoncé un plan stratégique basé, entre autres, sur la prise en charge gratuite des personnes atteintes de la dengue, la promotion des mesures de prévention, de sensibilisation et d'information, le renforcement de la surveillance épidémiologique

et la mise à disposition des populations de tests rapides de paludisme et de dengue.

La fumigation lancée dans l'ère sanitaire de Cocody et de Bingerville va se poursuivre dans le reste des communes d'Abidjan et dans d'autres parties du pays.

La dengue se transmet par le moustique tigre et présente des symptômes similaires à ceux du paludisme, notamment la fièvre, les maux de tête, la fatigue intense, les douleurs musculaires et le manque d'appétit.

La Côte d'Ivoire connaît sa sixième épidémie de dengue avec 84 cas enregistrés dans le pays, dont 64 cas et deux morts à Abidjan après l'apparition de la maladie sur le territoire ivoirien en 2008.

«L'élimination de la dengue repose principalement sur la lutte anti-vectorielle qui consiste à éliminer tous les lieux de reproduction des moustiques tels que les retenues d'eau après chaque pluie et les eaux stagnantes»

RDC

Treize personnes tuées par un membre de l'armée dans l'est du pays

Au moins treize personnes ont été tuées dans la nuit de samedi à dimanche par un élément de la force navale des Forces armées de la République démocratique du Congo (Fardc), dans le village de Nyamamba de la province de l'Ituri (est), selon une source militaire dans la zone.

Parmi les personnes tuées, il y a au moins dix enfants et deux femmes, a indiqué le lieutenant Jules Ngongo, porte-parole de l'armée dans la province de l'Ituri. La majorité des victimes

sont membres de la famille de ce même militaire meurtrier, selon le porte-parole de l'armée qui avance un conflit familial à l'origine de cette tuerie.

«En tant que les armées, nous

sommes choquées et nous compatissons avec les familles après le meurtre de 13 civils occasionné par un élément de la force navale à Tchomia. Quel que soit le problème familial, il ne devrait pas agir de cette manière. Pour nous, c'est un acte criminel. Il doit y répondre devant la justice militaire», a dit Jules Ngongo.

Les autorités militaires ont chargé une commission d'enquête de mener des investigations sur cette tuerie.

«En tant que les armées, nous sommes choquées et nous compatissons avec les familles après le meurtre de 13 civils occasionné par un élément de la force navale à Tchomia. Quel que soit le problème familial, il ne devrait pas agir de cette manière. Pour nous, c'est un acte criminel. Il doit y répondre devant la justice militaire»

MALI

Le président de la transition promet de bâtir «une économie forte»

A la faveur de l'adoption de la nouvelle Constitution malienne, le président de transition, Assimi Goïta, s'est engagé dimanche à Kayes à bâtir «une économie forte au service de la satisfaction des besoins des citoyens» de son pays.

« Nous avons débuté le travail avec l'équipement de l'armée et le développement de la diplomatie pour avoir des partenaires sûrs dans la lutte contre le terrorisme. Maintenant nous nous tournons vers le développement », a-t-il déclaré, annonçant la construction de deux usines de transformations de coton dans la région de Koutiala (sud) et le district de Bamako.

Il s'agira, a-t-il ajouté, de mettre en place les conditions d'une croissance économique interne qui se fondera sur les nouvelles technologies ainsi que sur une industrie des transformations de nos ressources naturelles, en tenant compte des «opportunités de la transition énergétique».

Selon lui, la relance de l'économie malienne se fera avec des investissements importants dans plusieurs chantiers de développement, notamment dans le secteur du coton, l'industrie manufacturière, les mines, la santé, les transports, les routes, etc.

Insistant sur la nouvelle Constitution, promulguée suite à un décret présidentiel publié samedi, le président malien a soutenu que ce texte, qui pose «les bases d'un système démocratique» adossé à une «vision endogène et sociale», invitait ses compatriotes à «tourner» la page des camps du «oui» et du «non» pour se «consacrer au devenir du Mali».

CAMEROUN

Au moins douze morts dans l'effondrement d'un immeuble à Douala

Au moins douze personnes ont trouvé la mort et une vingtaine de blessées suite à l'effondrement d'un immeuble de quatre étages à Douala, capitale économique du Cameroun, selon des sources officielles.

Des enfants et des femmes figurent parmi les victimes, d'après l'hôpital de Laquintinie où les corps sans vie et les blessés ont été transportés.

Les sauveteurs recherchent toujours les disparus sous les décombres, a indiqué à la presse le gouverneur de la région du Littoral, Samuel Dieudonné Ivaha Diboua, qui s'est rendu sur les lieux dimanche après-midi.

« L'armée, les pompiers, la police et toutes les forces de sécurité sont impliqués dans la mission de secours. Le nombre de victimes pourrait être encore plus élevé », a-t-il précisé, ajoutant que la cause de l'effondrement reste encore indéterminée.

CONGO-EGYPTE

Une coopération couvrant une variété de domaines

La République arabe d'Égypte a commémoré, le 25 juillet, en différé le 71^e anniversaire de sa révolution. Une occasion pour son ambassadeur en poste en République du Congo, Usama Tharwat Armanious, de passer en revue les grandes étapes de la marche de son pays et d'évoquer la riche coopération égypto-congolaise couvrant aujourd'hui une variété de domaines.

L'un des premiers pays à établir des relations diplomatiques avec le Congo après son indépendance en 1960, l'Égypte entretient d'excellentes relations qui se traduisent par une vision commune de coopération et de protection des valeurs de gouvernance, à savoir liberté, justice, paix et diversité multiculturelle.

« La forte amitié et la riche coopération entre nos deux pays ont donné lieu à des centaines de bourses et de formations par l'Agence égyptienne de partenariat pour le développement qui couvrent aujourd'hui une variété de domaines », a indiqué le diplomate égyptien à l'occasion d'une réception commémorative de la fête nationale de son pays à Brazzaville.

Au nombre des domaines que couvre cette coopération, il a cité la santé, la défense, la police, l'enseignement supérieur, la diplomatie, la communication et médias, le transport aérien et maritime, la justice, l'agriculture, la pisciculture, les technologies de l'information et de la communication.

« Parmi ces domaines, certains sont anciens tandis que d'autres sont nouveaux, comme la lutte contre la cor-



L'ambassadeur d'Égypte au Congo, Usama Tharwat Armanious, et le ministre Ghislain Thierry Maguessa Ebomé lors de la réception, le 25 juillet à Brazzaville/Adiac

ruption, contre le terrorisme, et ce dans le cadre du programme de formation dans les domaines du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration, proposé par le Centre international du Caire pour la résolution des Conflits et le maintien de la paix en Afrique », a précisé l'ambassadeur Usama Tharwat Armanious.

Dans le domaine politique, l'Égypte et le Congo main-

tiennent une longue histoire de coordination à l'égard des sujets régionaux et mondiaux d'intérêt commun. C'est dans cet esprit que les deux pays ont joint cinq autres pays africains pour faire la médiation entre la Russie et l'Ukraine sur les impacts négatifs émanant de cette crise sur le monde en général et en Afrique en particulier.

Par ailleurs, dans l'intérêt des deux pays de promouvoir les relations économiques, non seu-

lement par les efforts des deux gouvernements mais également par l'implication du secteur privé, un accord de coopération a récemment été signé entre la Chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture et des métiers de Brazzaville et la Fédération des Chambres de commerce d'Égypte.

Notant l'importance du développement du secteur agricole pour l'économie de la République du Congo, l'Égypte entend renforcer la coopération avec le Congo dans ce domaine. Dans cette optique, le Centre international égyptien pour l'agriculture a alloué 16 stages de formation (6 complètes et 10 partielles) au cours de cette année 2023.

« Les formations proposées par l'Agence égyptienne du partenariat pour le développement (AEPD) ont boosté le niveau de coopération technique entre nos deux pays. Au cours de l'année dernière 2022, l'agence a invité 154 stagiaires congolais à participer à diverses formations dans les domaines de la défense, de la sécurité, de la formation des cadres diplomatiques, agricole et touristique, banque, politique monétaire, gestion des ressources en eau », a sou-

ligné l'ambassadeur égyptien.

Parlant spécifiquement de son pays, il a fait savoir que l'Égypte s'est lancé dans un programme de réforme économique très ambitieux incarné dans la « Stratégie de développement durable » vision Égypte 2030. Cette stratégie, a-t-il rappelé, se base sur l'amélioration de l'environnement des affaires pour attirer davantage d'investissements directs étrangers, l'accroissement de la résilience et la performance de l'économie égyptienne et le renforcement de la cohésion sociale. Dans cet élan, le gouvernement égyptien a lancé en 2015 la stratégie nationale de développement basée sur une vision de modernisation et de la mise à niveau des infrastructures et des principaux secteurs de l'économie, notamment l'industrie, l'agriculture, l'énergie et les services.

« Cette vision se reflète dans l'Initiative pour une vie décente » visant à obtenir une intervention immédiate et urgente pour honorer les citoyens égyptiens et garantir leur dignité ainsi que leurs droits de jouir d'une vie décente », a expliqué Usama Tharwat Armanious.

Guy-Gervais Kitina

SÉCURITÉ

Wagner va quitter l'Ukraine pour «un nouveau chemin vers l'Afrique»

Le patron de Wagner, Evgueni Prigojine, a assuré que le groupe paramilitaire russe allait quitter le front ukrainien pour se concentrer sur l'Afrique, après sa rébellion avortée du 24 juin contre le Kremlin.

Un de ses bras droits, Alexandre Ivanov, a par ailleurs affirmé que Wagner comptait « étendre sa présence » sur le continent africain. « Vous avez fait beaucoup pour la Russie. Aujourd'hui, ce qui se passe au front est une honte à laquelle nous n'avons pas à participer. C'est pourquoi, il a été décidé que nous resterions ici en Biélorussie pendant un certain temps. Ensuite, nous partons sur un nouveau chemin, vers l'Afrique ». Ces mots sont d'Evgueni Prigojine devant un groupe de combattants sous les premiers depuis le message audio du 26 juin dans lequel il justifiait sa rébellion (avortée) contre le Kremlin.

Son bras droit Dimitri Utkin a assuré que « ce n'est pas la fin, mais le début d'une grande œuvre qui sera bientôt réalisée ». Dans le même temps, un de ses principaux lieutenants, Alexandre Ivanov, publiait un nouveau communiqué où il est écrit que les gouvernements africains entrent en contact « direct » avec les compagnies militaires privées, que « la Russie officielle n'a rien à voir avec ça » et que « les employés du ministère russe de la Défense ne travaillent pas en Centrafrique ».

Le ministre-conseiller du président centrafricain, Fidèle Gouandjika, réaffirmait dernièrement que le pays avait signé « un accord de défense avec la Russie et non avec Wagner », et que Moscou avait « sous-traité » à Wagner. Tandis que Bamako parle toujours d'une relation « d'État à État », permettant la présence « d'instructeurs » et non de mercenaires. Dans le même message, Alexandre Ivanov assure que les actifs africains d'Evgueni Prigojine ont été « vendus », une information invérifiable, mais que le groupe ne compte pas « tirer le rideau sur l'Afrique, mais étendre sa présence malgré la modification de la structure commerciale en Afrique ».

Noël Ndong

SOMMET RUSSIE/AFRIQUE

Moscou dénonce les pressions de l'Occident sur les pays africains

La Russie aurait dénoncé, mardi, les pressions de l'Occident sur des États africains visant à saper le sommet Russie-Afrique, qui aura lieu les 27 et 28 juillet à Saint-Pétersbourg, sous le slogan « Pour la paix, la sécurité et le développement ».

« Nous savons bien que presque tous les États africains ont subi une pression sans précédent de la part des États-Unis, et de la part des ambassades françaises qui ne dormaient pas et ne dorment pas jusqu'à présent », a déclaré le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, à deux jours du début du sommet à Saint-Pétersbourg.

L'agence de presse russe, Spoutnik, a indiqué, citant Peskov, que d'autres missions occidentales déploient d'importants efforts pour saper la tenue de ce sommet, « notamment par la réduction de

la représentation des États africains lors de l'événement ». Le deuxième sommet Russie-Afrique aura lieu les 27 et 28 juillet à Saint-Pétersbourg, sous le slogan « Pour la paix, la sécurité et le développement » avec la participation de 49 délégations représentant le continent africain.

Le président russe, Vladimir Poutine, avait mis en avant, lors de la deuxième journée de la conférence parlementaire Russie-Afrique, tenue en mars dernier à Moscou, les relations russo-africaines, soulignant l'intention de son pays de coopérer dans de nombreux domaines avec le continent africain. Il avait affirmé que les relations russo-africaines sont une priorité pour Moscou qui œuvre à renforcer la coopération avec les États africains dans différents secteurs.

N. Nd.

AFRIQUE

Les États-Unis accordent plus de 380 millions de dollars d'aide humanitaire supplémentaire

Le gouvernement américain fournira plus de 380 millions de dollars d'aide humanitaire supplémentaire pour l'Afrique, a annoncé le secrétaire d'État, Antony J. Blinken, devant la presse.

Outre cette aide, Antony J. Blinken a rappelé que les États-Unis ont déjà fourni à l'Afrique « plus de 4 milliards de dollars d'aide humanitaire au cours de cet exercice (ndlr, année en cours) pour répondre aux besoins des réfugiés, des personnes déplacées à l'intérieur des pays et des personnes touchées par les conflits et les crises sur le conti-

ment africain ».

Le secrétaire d'État a souligné que « les États-Unis continuent d'être le plus grand fournisseur d'aide humanitaire au monde ». Il a déclaré : « Notre assistance fournit un soutien urgent et vital, y compris des abris, de l'eau potable, de l'assainissement et de l'hygiène, des soins de santé et des services psychosociaux et de santé mentale, une éducation et une protection pour les personnes vulnérables telles que les enfants, les survivants de violences basées sur le genre et les personnes handicapées ».

N. Nd.



ASSOCIATION BANTU CULTURE EN PARTENARIAT AVEC LE MUSÉE



GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Organise

TOKUTANA

EXPO

Exposition Collective des artistes peintres de Brazzaville

THEME:

*De l'identité à la
renaissance de nos cultures*



Du 14 juillet au 13 Aout 2023

VERNISSAGE LE VENDREDI 14 JUILLET



Musée Galerie du Bassin du congo (Les Dépêches de Brazzaville)



16H Entrée : Gratuite



+242 064233244 / +242 050004345 / +242 066667065

POSTE

Le Congo veut se doter d'un système de codification

Le dossier relatif à la codification postale se trouve depuis la mi-juillet sur le bureau du ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique, Léon Juste Ibombo. Élaboré par l'Agence de régulation des postes et des communications électroniques (ARPCE), le projet est censé apporter de nombreuses innovations dans ce secteur.

L'opérationnalisation des codes postaux facilitera l'acheminement, le tri et la distribution du courrier ; autrement dit, elle va booster le secteur postal qui se veut être un des piliers stratégiques dans le processus de diversification de l'économie nationale. D'après l'ARPCE, la codification postale favorisera également l'éclosion du e-commerce en attirant les sociétés, tant nationales qu'internationales, de logistique et de livraisons dont l'adressage qui est un gage d'accroissement de business.

À travers la réforme, le Congo se propose de relever le défi de rapprocher les peuples selon les standards de l'Union postale universelle, notamment les services postaux et financiers de base à moindre coût. Cette réforme devrait



Les officiels lors de la présentation du projet de codification postale Adiac

conduire le Congo à rejoindre le réseau de 130 pays déjà utilisateurs des codes postaux et permettre à tous les citoyens en exclusion de redevenir des

citoyens visibles aux yeux de l'État et des autres entités privées.

La codification postale intégrée, en effet, l'approche de

la stratégie de mise en œuvre du Plan national de développement 2022 -2026, principalement le volet transformation numérique. Celle-ci est un

découpage visant à simplifier l'identification des destinataires et des destinations. Elle constitue, selon les autorités, une réponse à l'augmentation rapide de la démographie des principales villes où le facteur (le distributeur de colis) n'a plus la possibilité de connaître individuellement chaque destinataire du courrier.

La nécessité de trier rapidement le courrier pour accélérer l'acheminement et la distribution représente donc la priorité de la réforme. Le Congo a retenu le code Alphanumérique composé d'un code Iso, du code du département, du bureau de poste de l'arrondissement, la commune, la localité et du quartier. Des codes spécifiques sont attribués à la présidence, aux Zones économiques spéciales et aux forces de l'ordre.

Fiacre Kombo

RÉGIES FINANCIÈRES

Reprise des négociations entre la DGIFN et les syndicalistes

Le directeur général des institutions financières nationales (DGIFN), Jean Pierre Nonault, a échangé, le 26 juillet à Brazzaville, avec le président de la confédération syndicale des travailleurs du Congo (CSTC), Elault Bellot Bellard et les membres de la section syndicale de sa direction.



Le directeur général échange avec les membres de la CSTC Adiac

Les échanges tripartites ont tourné autour de la reprise des négociations entre les travailleurs et la DGIFN au sujet de la préavis de grève qui a été suspendu à l'aboutissement des doléances posées par les travailleurs.

Soucieux de garantir un climat de paix et d'harmonie au sein de la DGIFN, Jean Pierre Nonault a signifié qu'après concertation avec la CSTC, sa direction s'est accordée avec la centrale syndicale et la Fédération nationale des travailleurs des régies financières sur la reprise des négociations. Pour sa part, Elault Bellot Bellard a rappelé que la situation a trop duré et elle mé-

rite maintenant une solution définitive. Il a, en outre, marqué sa gratitude au directeur général pour son engagement dont il souhaite sa traduction en signature de la reprise des négociations dans les tout prochains jours.

De son côté, le secrétaire général de la sous-section DGIFN, Christian Makaya, a signifié que les agents sont prêts à négocier avec la tutelle à condition de signer la note. Notons que parmi les revendications des agents figurent la demande des moyens de transport et le départ pur et simple des décisionnaires.

Rude Ngoma

EDUCATION

Des manuels pédagogiques mis à la disposition des départements

Prélude à la rentrée scolaire 2023-2024, prévue pour le 2 octobre, le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean Luc Mouthou, a mis à la disposition des directeurs départementaux les guides pédagogiques et les cahiers d'activités.



: Remise symbolique des manuels

Pour l'année scolaire 2023-2024, l'application des nouvelles approches pédagogiques, notamment "l'Approche par les situations" doit être une réussite, a fait savoir le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation lors de la remise des guides pédagogiques et les cahiers d'activités aux directeurs départementaux. « L'Approche par les situations nécessite des nouveaux supports. Nous les mettons déjà à la disposition des directeurs départementaux qui les acheminent vers les écoles pour les rendre disponibles dès la rentrée prochaine », a-t-il fait savoir.

Les nouveaux manuels et guides au pro-

gramme du CP1 à la troisième ont été produits avec le concours du Projet d'appui à l'amélioration du système éducatif qui est arrivé à terme en juin dernier, financé par la Banque mondiale. Ces documents permettent de se conformer à la nouvelle configuration de l'école facilitant une meilleure prise en charge des élèves et une meilleure acquisition des compétences par les situations, selon le ministre Jean Luc Mouthou.

En rappel, les nouveaux programmes, constitués des guides pour les enseignants et des cahiers d'activités pour les élèves, concernent le français, les mathématiques et les sciences de la vie et de la terre.

Rominique Makaya

FAC

Consolidation des capacités pour la prise en compte des charges

Les commandants des grandes formations et des chefs de corps des Forces armées congolaises (FAC) « session 2023 » participent, du 25 au 29 juillet, à un séminaire couplé avec la 4e édition de la manœuvre école (MANECO 4) placé sous l'autorité du chef d'état-major général des FAC, le général de division Guy Blanchard Okoi.

Le séminaire des commandants des grandes formations et des chefs de corps a pour objectif d'évaluer l'appropriation et la consolidation des acquis du séminaire 2021 ; préparer les commandants de grandes formations et les chefs de corps à un meilleur exercice de leurs fonctions ; rappeler aux séminaristes les mécanismes de montage et de conduite d'un dossier d'exercice tactique du niveau d'un groupement de forces interarmées.

La MANECO 4 est un exercice de poste de commandement qui a pour but de développer les capacités des apprenants à planifier et conduire une manœuvre à dominante terrestre de niveau tactique. Il s'agira de mettre en œuvre les savoir-faire acquis par les élèves et stagiaires de l'Académie militaire Marien-Ngouabi, impliqués comme joueurs dans cet exercice, notamment les stagiaires de la 3e promotion du cours d'état-major interarmées, les stagiaires de la 3e promotion du cours de formation des futurs commandants d'unité et les élèves officiers d'active de la 27e promotion de l'Académie militaire Marien-Ngouabi.

« Ce séminaire devra permettre de raviver vos



Photo de famille/Adiac

« Ce séminaire devra permettre de raviver vos connaissances afin de faire remonter à la surface les connaissances enfouies ou diluées dans la routine quotidienne. Il permettra aussi de consolider les capacités nécessaires pour la prise en compte efficiente des charges et des missions qui vous sont confiées toutes aussi importantes les unes que les autres »

connaissances afin de faire remonter à la surface les connaissances enfouies ou diluées dans la routine quotidienne. Il permettra aussi de consolider les capacités nécessaires pour la prise en compte efficiente des charges et des missions qui vous sont confiées toutes

aussi importantes les unes que les autres », a déclaré le chef d'état-major général des FAC, Guy Blanchard Okoi. C'est dans cette optique qu'ont été déjà abordés ou seront abordés les thèmes aussi divers que variés comme le commandement au quotidien, la formation et l'entraînement,

les ressources humaines, la logistique, les opérations ou l'administration. Il est également prévu pour les commandants des grandes formations et les chefs de corps une visite guidée interactive de MANECO 4, a relevé Guy Blanchard Okoi. Notons que l'issue de cet exer-

cice fera l'objet d'un retour d'expériences qui permettra de déterminer le niveau de planification et de conduite des opérations atteint par les officiers en formation. En définitive, la finalité c'est d'avoir d'une part les chefs compétents, d'autre part le renforcement des capacités opérationnelles de la troupe, en vue d'avoir des hommes formés, entraînés, aguerris, loyaux, fidèles aux institutions, respectueux du droit international humanitaire et des droits humains.

Guillaume Ondze

VIE ASSOCIATIVE

Le stress hydrique, une préoccupation pour Panafrican Youth Union

L'association Panafrican Youth Union (PYN) a organisé, le 22 juillet, à Kintelé une soirée panafricaine de levée de fonds afin de mettre en œuvre son plan d'action.

Placée sur le thème : « Stress hydrique et accès à l'eau potable », la première édition du gala de charité de PYN visait à récolter 60 millions FCFA pour la construction de vingt forages en Afrique dont quatre en République du Congo. La reconcentre a connu la participation des délégations venues, entre autres, du Nigeria, de Madagascar, de la République démocratique du Congo, de la Côte d'Ivoire et du Cameroun. Une initiative qui positivement appréciée par les participants dont l'actrice ivoirienne Emma Lohoues qui a mis sa main dans la poche et invité tout le monde à y contribuer afin d'aider les

populations démunies. La présidente fondatrice de PYN, Issoa Anissa Sassou N'Guesso, a rappelé que son association a été créée pour venir en aide aux populations démunies du continent africain. « Cela fait une année que nous travaillons sur ce projet, aujourd'hui nous organisons un gala de charité. Une cause nous réunit ce soir, l'accès à l'eau potable pour tous car le stress hydrique est l'un des plus grands problèmes qui planent sur notre continent. Nous invitons la population à nous suivre sur les réseaux sociaux : Instagram, Facebook, et à faire des dona-

tions », a-t-elle exhorté. Selon elle, cette soirée de gala visait plusieurs objectifs dont la réunification de l'Afrique et la récolte des fonds pour la mise en œuvre de plan d'action afin de construire vingt forages dans les pays africains les plus affectés par le stress hydrique. Une fois les fonds collectés, PYN lancera son projet de construction des forages en République du Congo où quatre sites sont identifiés, notamment à Ignié, Odziba et Inga, dans le département du Pool, ainsi qu'à Etsouali, dans les Plateaux, avant d'aller à Madagascar. Une fois ces fonds récoltés,

nous commencerons par deux pays : le Congo Brazzaville avant d'aller à Madagascar. « Notre association est ouverte à tout partenariat tant qu'il rentre dans notre règlement intérieur, surtout lorsqu'il rentre dans notre plan et champ d'action. Vous pouvez aussi nous effectuer des dons en espèce... Chacun à son échelle peut aider l'association en apportant sa pierre à l'édifice », a poursuivi la présidente fondatrice de PYN. Créée le 11 mai 2022, PYN a pour objectif principal : améliorer la qualité de vie des peuples africains. Ce qui passe par l'apport de solutions du-

rables telles que l'accès à l'eau, l'électricité et l'éducation. L'association œuvre, en effet, pour le développement du continent africain. « En organisant ce gala de charité panafricain, notre mission est d'assurer aux communautés vulnérables un accès durable à l'eau potable et à des services d'assainissement et d'hygiène. Nous voulons par cet événement étendre le panafricanisme associatif car ensemble nous nous élèverons toujours ! Unissons nos forces pour bâtir l'Afrique que nous voulons », a conclu Anissa Sassou N'Guesso.

Parfait Wilfried Douniama

ZES D'IGNIÉ

La société Tinda Cash va installer une centrale solaire hybride

Un espace de 100 hectares a été concédé à la société Tinda Cash Congo SA, dans la Zone économique spéciale (ZES) d'Ignié, département du Pool. Le site délimité par les services de l'État, le 25 juillet, va permettre à l'entreprise de produire 65 MW d'électricité, soit 55 MW via une centrale solaire hybride et 10 MW à l'aide de la centrale biomasse.

Spécialisée dans la production de l'énergie verte, la société Tinda Cash entend investir 151 millions de dollars, environ 100 milliards FCFA, pour la réalisation de son projet d'électrification « Ignié 2021-2046 d'électrification ». Tinda Cash est soutenue par plusieurs partenaires parmi lesquels les géants du BTP Sinohydro et Power China, de la société Jasolar spécialisée dans la fabrication de produits photovoltaïques ainsi qu'un réseau de banques.

Les travaux d'installation des usines devront s'accélérer après l'expropriation des occupants du site ; les familles terriennes étaient représentées lors de la délimitation physique et le bornage des 100 ha. Cette étape constitue une avancée dans la concrétisation du projet Ignié 2021-2046 d'électrification du Parc commercial et industriel de Maloukou et de la ZES, s'est félicité José Tamba-Tamba, conseil et représentant de la société Tinda Cash Congo Sa.

L'étape cruciale pour cette entreprise consistera à la mobilisation des financements, notamment auprès des banques locales. « La pose des bornes du site représente la première phase du lancement de ce projet Ignié 2021-2046. Ce qui va suivre, c'est de faire le concours des banquiers de la place, de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale, pour accompagner la réalisation financière du projet. Après cela la société va signer le bail emphytéotique avec le gouvernement »



La photo de famille des parties prenantes au projet d'électrification Adiac

« La pose des bornes du site représente la première phase du lancement de ce projet Ignié 2021-2046. Ce qui va suivre, c'est de faire le concours des banquiers de la place, de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale, pour accompagner la réalisation financière du projet. Après cela la société va signer le bail emphytéotique avec le gouvernement »

mière phase du lancement de ce projet Ignié 2021-2046. Ce qui va suivre, c'est de faire le concours des banquiers de la place, de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale, pour accompagner la réalisation

financière du projet. Après cela la société va signer le bail emphytéotique avec le gouvernement », a indiqué José Tamba-Tamba.

Dans le cadre de son déploiement, la société de droit congolais avait reçu depuis

octobre 2022 l'agrément des investisseurs au régime des ZES. Le précieux sésame validé par l'Agence de planification, de promotion et de développement de ZES permet à l'entreprise de réaliser ses activités dans la ZES d'Ignié et

bénéficier des avantages fiscaux-douaniers, fonciers...

Sur le terrain, lors de la délimitation du site de la centrale solaire hybride, le sous-préfet du district d'Ignié, Armand Tsono, a appelé la population, y compris les propriétaires terriens, à soutenir la mise en œuvre du projet d'électrification à base de l'énergie propre. Celui-ci pourrait créer au moins mille emplois, contribuer à la réduction des déchets ménagers et participer à l'assainissement de la cité industrielle.

Fiacre Kombo

TRANSPORT

Relance effective du trafic public sur l'axe fluvial

Interrompu depuis 2017, le trafic public sur la voie fluviale vers la partie septentrionale du Congo va reprendre ce 27 juillet. Peu avant le départ, le ministre de l'Economie fluviale et des Voies navigables, Guy Georges Mbacka, a visité le 25 juillet le bateau « Ville de Brazzaville » qui va inaugurer la relance du trafic sur cet axe en vue de s'assurer de son état.

Le voyage inaugural se fera sur l'axe Brazzaville-Bétou, une localité frontalière de la République centrafricaine. Il se fera à bord du bateau « Ville de Brazzaville », entièrement réhabilité sur instructions personnelles du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Gusso. Peu avant le départ du convoi prévu pour ce jeudi 27 juillet, le ministre de l'Economie fluviale et des Voies navigables, Guy Georges Mbacka, a tenu à visiter le navire, question de s'assurer qu'il est au point et peut s'embarquer en toute sécurité. Réservé au transport des passagers et de marchandises, le bateau « Ville de Brazzaville » est bien équipé et doté des commodités d'usage, permettant à tous de voyager dans de bonnes conditions. « Ce bateau dénommé « Ville de Brazzaville » avait été ré-



Le bateau « Ville de Brazzaville » prêt à démarrer au port à passagers de Brazzaville/Adiac

fectionné sur instructions personnelles du chef de l'Etat, pour transporter le carburant destiné à alimenter la centrale thermique d'Impfondo. Mais,

au dernier moment, il a été décidé qu'il ne pourra plus servir à cette fin. Etant réhabilité, nous avons pensé qu'il faille le mettre sur le trafic pour assurer le trans-

port des passagers et des marchandises. A son retour, le bateau rénové effectuera son deuxième voyage sur l'axe Brazzaville-Ouessou », a précisé Guy Georges Mbacka.

Au beach, le ministre de l'Economie fluviale et des Voies navigables a profité de l'occasion pour visiter d'autres navires en panne sur le quai. Il a souligné que leur réhabilitation coûtera cher à l'Etat mais il a toutefois pris l'engagement de plaider auprès du gouvernement pour que le bateau Ngobila soit aussi réhabilité. Cela permettra à l'Etat, a renchéri le ministre, de disposer d'au moins deux bateaux afin de mieux relancer le trafic à passagers. En relançant le trafic sur la voie fluviale, l'objectif du gouvernement est non seulement de faciliter la circulation des personnes et de leurs biens, mais aussi et surtout de revaloriser l'économie fluviale, un secteur aussi porteur de la plus-value.

Firmin Oyé

DÉLINQUANCE FAUNIQUE

Deux Congolais écopent de deux ans de prison

Les deux délinquants fauniques ont été condamnés par la Cour d'appel de Dolisie, dans le département du Niari, dans l'affaire de trafic de pointes d'ivoire, rapporte un communiqué de presse publié le 26 juillet à Brazzaville.

Guy Moufouma et Sébastien Bidou sont coupables des délits de détention et circulation des trophées d'éléphants, une espèce animale intégralement protégée par la loi au Congo. Les deux pointes d'ivoire retrouvés auprès de ces délinquants fauniques, sectionnées en quatre morceaux, représentent un éléphant tué.

« Nous ne voulons plus que les éléphants soient tués, car leur système de reproduction est compliqué. Réceptive toute l'année, l'éléphante a des menstruations qui durent

plus ou moins trois mois. En conséquence, elle peut être féconde trois à quatre fois par an. Pendant ses chaleurs - également appelées œstrus - elle s'accouple avec le mâle une fois par jour durant trois ou quatre jours », a commenté un représentant d'une organisation de la société civile.

Les deux coupables écopent également d'une amende de 500 000 FCFA et d'un million de FCFA de dommages et intérêts chacun. Cette somme sera versée à l'Etat congolais.

Ces délinquants fauniques



Morceaux d'ivoires/Adiac

avaient été interpellés avec ces produits précités, le 21 septembre dernier, dans la ville de Dolisie par les services de la Région de gendarmerie, de la Direction générale de l'Economie forestière qui étaient appuyés techniquement par le Projet

d'appui à l'application de la loi sur la faune sauvage (PALF). L'article 27 de la loi congolaise sur la faune et les aires protégées stipule : « L'importation, l'exportation, la détention et le transit sur le territoire national des espèces intégralement

protégées ainsi que de leurs trophées sont strictement interdits, sauf dérogations spéciales de l'administration des eaux et forêts pour les besoins de la recherche scientifique ou à des fins de reproduction ».

Signalons que le Congo, qui s'est engagé à protéger ses espèces animales en voie d'extinction, reste vigilant et sanctionne tous ceux qui entravent la loi en matière de protection de la faune sauvage. Le travail, régulièrement accompli par les autorités de la place dans cette lutte contre la délinquance faunique, produit des effets positifs.

Par ailleurs, on rappelle que le 27 mai dernier, toujours à Dolisie, quatre individus avaient été interpellés avec une dent d'hippopotame et plus de 50 kg d'écaillés de pangolin, trophées d'espèces animales protégées. Le procès portant sur cette affaire est toujours en cours.

Fortuné Ibara

« L'importation, l'exportation, la détention et le transit sur le territoire national des espèces intégralement protégées ainsi que de leurs trophées sont strictement interdits, sauf dérogations spéciales de l'administration des eaux et forêts pour les besoins de la recherche scientifique ou à des fins de reproduction ».

MÉDIAS

Le CSLC invite le CSAC à prendre ses responsabilités

Dans une déclaration rendue publique le 24 juillet à Brazzaville, le Conseil supérieur de la liberté de communication (Cslc) a invité le Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (Csac) à prendre toutes ses responsabilités suite aux propos injurieux à l'égard du chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, tenus par Boniface Musambi Kabisa, le 22 juillet sur Congo Web TV.



Jean Pierre Ngoma et Agnès Nioko

Ces propos, repris par les réseaux sociaux, sont une offense publique au président de la République d'un pays étranger pour lesquels le Csac de la République démocratique du Congo (RDC) ne saurait tolérer au regard de sa mission de « veiller à la conformité à l'éthique, aux lois et règlements de la République, des productions des radios, des télévisions, du cinéma, de la presse écrite et des médias en ligne » et « au respect de la loi fixant les modalités de l'exercice de la liberté de la presse en RDC », comme l'indique l'article 9 alinéa 5 et 6 de sa loi organique.

En effet, poursuit la déclaration, ces pro-

pos constituent une violation flagrante des principes d'éthique et de déontologie du journalisme et une réelle inobservation des règles de bon voisinage entre les Etats.

Rappelons que Boniface Musambi Kabisa, répondant à la question de la journaliste Noëlla Kambaja sur la visite d'Etat du président Denis Sassou N'Guesso au Rwanda, a traité ce dernier d'un « idiot » en s'expliquant que selon lui, l'idiotie est une maladie qui ne permet pas à celui qui commet un acte de savoir ce qu'il est en train de faire en référence au conflit qui oppose la RDC au Rwanda.

Roger Ngombé

DOLISIE

Anatole Collinet Makosso au chevet des malades

A Dolisie dans le département du Niari, le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a fait la ronde des hôpitaux le 24 juillet pour s'enquérir de la situation sanitaire et épidémiologique des malades admis dans ces centres.



Le Premier ministre au chevet d'une malade

« Au début, les hôpitaux étaient pleins de malades. Deux semaines après la prise en charge organisée par le gouvernement, on se rend compte que les salles se vident petit à petit. La disponibilité, le professionnalisme et l'efficacité du personnel de santé sont très remarquables », a déclaré le Premier ministre.

Pour évaluer cette situation dans les différentes structures hospitalières où sont admis les malades, le chef du gouvernement a commencé à l'hôpital régional des armées où on y a trouvé 7 malades sur les 148 reçus au départ. Ensuite, il s'est rendu à l'hôpital général où 61 malades sont internés, 24 ont subi des opérations chirurgicales sur 253, dont 166 sont guéris et 9 ont été évacués à Brazzaville. A l'hôpital de référence, sur 142 patients au départ, 86 restent à guérir.

Par ailleurs, le Premier ministre a remis des kits médicaux, de vivres et de non vivres aux malades pour les reconforter. C'est aussi une façon de témoigner la solidarité et la compassion du gouvernement à l'égard des victimes.

A l'occasion de cette visite, le chef du gouvernement a réuni le comité de crise du département du Niari dans la salle de conférences de la préfecture où il a pris bonne note de toutes les doléances qui sont les urgences de santé publique auxquelles le gouvernement doit impérativement faire face.

« Nous devons rester vigilants en mobilisant la communauté à travers la sensibilisation et l'éducation », a conclu Anatole Collinet Makosso.

Max Ferhyne Poudi

7^e ART

Bientôt une cinémathèque au Mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza

L'annonce a été faite par la directrice générale du Mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, Bélinda Ayessa, lors de son échange avec Sébastien Kamba, directeur de ladite cinémathèque.

La cinémathèque, qui sera implantée les tout prochains jours dans le site du Mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, est le don de la République bolivarienne du Venezuela. Elle sera dirigée par Sébastien Kamba, premier cinéaste congolais. Bélinda Ayessa et Sébastien Kamba ont analysé, au cours de leurs entretiens, tous les contours de ce projet culturel pour booster le secteur cinématographique beaucoup prisé par de jeunes cinéastes congolais.

A l'issue de leur tête à tête, ces deux personnalités ont visité la salle où sera installée la cinémathèque. Sébastien Kamba a profité de l'occasion pour montrer l'importance de ce projet. « Je pense que ce projet vient à point nommé parce que la jeunesse congolaise s'intéresse au cinéma. Nous allons faire de cette cinémathèque un lieu de travail pour les chercheurs,



Bélinda Ayessa échangeant avec Sébastien Kamba/Adiac

pour les étudiants, bref, pour tout le monde. En tant que premier cinéaste congolais, je dois mettre à la disposition de la jeunesse et de nos cinémathèques mon expérience et mon savoir-faire », a-t-il déclaré.

Pour la directrice générale du Mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, il est plus qu'important pour Sébastien Kamba, grand cinéaste congolais, de partager son expérience avec les jeunes cinéastes congolais.

« Monter une cinémathèque, ça ne prend pas du temps. Il s'agit juste de localiser le lieu qui a été d'ailleurs fait, ensuite l'animer. Je suis très confiante, parce que nous allons confier la gestion de la

cinémathèque à un homme expérimenté. Le savoir-faire qu'il a et ce qu'il représente, il doit le transmettre à la jeune génération. Il y a de jeunes cinéastes en herbe qui ont le génie, mais il ne leur reste qu'une petite flamme qu'il faut impulser », a-t-elle indiqué.

Né le 25 décembre 1941, Sébastien Kamba, 82 ans, est le premier cinéaste congolais. Il est l'un des réalisateurs les plus importants de la République du Congo, dans les premiers temps après l'indépendance. Il a réalisé le premier film long métrage congolais « La rançon d'une alliance » de Jean Malonga. Un film congolais sorti en 1974, adaptation du roman « La Légende de Mfoumou Ma Mazono » de Jean Malonga. C'est aussi le premier long métrage produit en République du Congo après l'indépendance.

Bruno Okokana

MUSIQUE URBAINE

Les candidatures aux « tremplins Mbote hip-hop » ouvertes

Les candidatures ouvertes jusqu'au 12 août concernent les artistes congolais évoluant dans le rap, djing, beatmaking, management, la danse et le slam.

Initiés par l'Institut français du Congo (IFC), avec l'appui de plusieurs partenaires, les tremplins Mbote hip hop s'adressent, avant tout, aux jeunes artistes et managers talentueux peu connus ou méconnus du public. L'objectif étant de dénicher les jeunes talents en musique urbaine en vue de leur offrir une plateforme d'expression pour toucher de nouveaux publics. Et particulièrement pour les artistes,

noms, prénoms et nom d'artiste par mail à l'adresse : tremplinsifc@gmail.com ou venez le faire sur place aux services programmation et communication à l'IFC du mardi au vendredi de 14H00 à 17H00 », a annoncé l'IFC dans un communiqué.

Pour cette édition, le concours permettra de sélectionner vingt-cinq artistes. A en croire l'IFC, après s'être affrontés lors des battles, les talents retenus bénéficieront d'une formation aux métiers de la musique urbaine, sous la direction de Vivendi Create Joy. Une manière de les outiller pour mieux se vendre et se démarquer de la concurrence. Outre le volet incubation, les premiers gagnants de toutes les catégories en compétition se produiront lors du festival Mbote Hip-Hop en septembre prochain. Lancé en 2017, le festival Mboté Hip Hop se veut l'un des rendez-vous phares de musique urbaine à Brazzaville. De par son casting et sa programmation, il vise à offrir aux artistes confirmés et ceux en herbe, une plateforme d'expression



L'affiche de l'événement/DR

artistique. Plusieurs artistes de renom, notamment du Congo-Brazzaville et du Congo-Kinshasa ont déjà presté sur son podium, à savoir Innoss'B, Alesh, Keys Kolo, Biz Ice, Makhalba Malechek, A6, etc.

Rappelons que la date limite de candidature est fixée au 12 août. attirer l'attention de managers et producteurs. En gros, faire décoller professionnellement leurs carrières. Cette année, les tremplins Mbote Hip Hop se dérouleront du 30 août au 2 septembre. La participation des artistes est soumise à un appel à candidature ouvert à tous, sans condition d'âge ni de sexe. « Envoyez vos

artistique. Plusieurs artistes de renom, notamment du Congo-Brazzaville et du Congo-Kinshasa ont déjà presté sur son podium, à savoir Innoss'B, Alesh, Keys Kolo, Biz Ice, Makhalba Malechek, A6, etc. Rappelons que la date limite de candidature est fixée au 12 août.

Merveille Jessica Atipo

MUSIQUE

« Vrai yanke » de Prolific Black star dans les bacs

Depuis le 22 juillet, «Vrai yanke», le nouveau single de l'artiste-musicien Prolific Black Star, est disponible sur les plateformes de téléchargement légal.



Le cover du single de Prolific Black Star «DR»

Produit par Makeda Management que dirige le reggaeman Jah Thiano, ce single est une exhortation à la jeunesse à se démarquer des comportements déviants en adoptant plutôt des attitudes responsables et dignes.

Adeptes de la musique urbaine et du rap, Prolific Black Star demande dans «Vrai Yanke» à la jeunesse de se ressaisir en s'éloignant de la passivité et de l'apathie, sources de beaucoup de maux. Selon lui, les petits boulots rémunérateurs, les commerces à la criée ou sur les étals, les métiers artisanaux, etc. sont autant de possibilités à saisir et à explorer pour les jeunes d'aujourd'hui.

A la faveur de la sortie du single de Prolific Black star « Le Mfumu kanda », une conférence-débat sera organisée le 28 juillet au Workshop sur le phénomène des Bébés noirs, une gangrène tant décriée dans les grandes agglomérations du pays que sont Pointe-Noire et Brazzaville. Une occasion, selon les initiateurs du projet, d'émettre des réflexions profondes sur ce phénomène en vue de son éradication.

Musicien, manager, philanthrope, créateur de la Fondation Makeda, qui milite dans la protection des droits de l'enfant, Jah Thiano s'est engagé depuis plus dix ans à booster la carrière de nombreux artistes talentueux ne disposant pas de moyens conséquents pour faire éclore leur génie. Ainsi, en initiant des concerts pour les artistes de toutes obédiences mais aussi en les soutenant dans la production de leurs œuvres musicales. Il est aussi l'initiateur du festival international de reggae Kongo dia Ntoli.

Hervé Brice Mampouya

JEUX DE LA FRANCOPHONIE DE FOOTBALL

Les Diabes rouges visent les étoiles

Les Diabes rouges qui débute la compétition ce jeudi à Kinshasa ont pour mission d'aller le plus loin possible.

Les footballeurs congolais ont une histoire avec les Jeux de la Francophonie. Le Congo et le Maroc sont les seuls pays à avoir remporté le tournoi de football à deux reprises. Les Diabes rouges ont gagné la sixième et septième édition respectivement en 2009 à Beyrouth au Liban et en 2013 à Nice en France.

Au moment de défendre à Abidjan leur titre pour la deuxième fois consécutive, les Congolais ont été éliminés dès le premier tour. Après avoir occupé la troisième place lors du tournoi de préparation Fatshi cup, les vingt joueurs sélectionnés par Clément Massamba veulent, cette fois-ci, soigner leurs performances et retrouver la place qui était la leur. Les Diabes rouges entrent en compétition le 29 juillet face à la sélection sénégalaise. Ils affronteront ensuite le 2 août les Etalons du Burkina Faso.

Les Congolais visent clairement les étoiles. « *Le souhait est que nous arrivons en finale. Le reste on verra sur le terrain. Je souhaite bonne chance à ces enfants* », a commenté Jean Guy



Les Diabes rouges U-20 en mode défensif/Adiac

Blaise Mayolas, président de la Fédération congolaise de football.

La liste des sélectionnés

Gardiens : Saïra Makoundou et Serdil Malonga

Défenseurs : Roussel Ngoulou

Mbani, Geordy Ndecket, Claude Ngongara, Laurent Camille Ngala, Macaire Sambi Elenga, Samba Sarr, Saikou Djigo

Milieux : Julio Ngandzami, Davarel Diambomba, Jospin Inno Loemba, Doctia Amboulou, Grâce

Euphrate Nsemi

Attaquants : Domi Jaurès Massoumou, Leonel Ampion, Dlolvy Moukouba, Chelmar Toulouenga, Mignon Koto, Prince Soussou Ilendo

James Golden Eloué

LES FAMILLES ONIANGUE, OLAMBA, ONDZAMBE, SAMBA ET NDIINGA PLEURENT LEUR MÈRE, TANTE, GRAND MÈRE ET SOEUR

APENDI MAYOYO

Solange

FORUM RUSSIE-AFRIQUE

Quarante-neuf délégations africaines attendues à Saint-Pétersbourg

« Pour la paix, la sécurité et le développement » est le thème du sommet Russie-Afrique de cette année. En dépit du contexte particulier de ces assises, les deux parties sont décidées à consolider leurs liens d'amitié et de coopération.

La deuxième ville de la Fédération de Russie sera, les 27 et 28 juillet, au cœur du sommet économique et humanitaire Russie-Afrique qui se tient quatre-ans après la rencontre de Sotchi en 2019. Les organisateurs annoncent la confirmation de participation des délégations de quarante-neuf pays africains représentés par des chefs d'Etat et de gouvernement, mais aussi les organismes d'intégration régionale, les représentants des milieux d'affaires, les agences gouvernementales et les institutions financières.

Pour les deux parties, ces assises sont l'occasion d'approfondir une relation ancienne aujourd'hui confrontée à de multiples défis : la politique, la diplomatie, l'économie, la sécurité, le climat, la technologie, l'éducation et la santé, sont autant de domaines sur lesquels Russes et Africains entendent trouver des points de convergence pour mieux asseoir leur volonté de créer des nou-

velles sphères de développement. Le couplage sommet économique et forum humanitaire montre que Moscou veut aller au-delà du chapitre sécuritaire pour lequel son expertise semble le plus connu hors des frontières de la Fédération de Russie, alors qu'en matière de recherche et développement, de culture et de solidarité, elle a des opportunités de travail avec ses partenaires africains. C'est ainsi que sont programmés à Saint-Pétersbourg des échanges sur la coopération technologique et scientifique, la sécurité intégrée, la nouvelle économie mon-

diale, l'action humanitaire et sociale.

En marge de la rencontre des chefs d'Etat, certainement centrée sur les questions de politique internationale au regard du conflit actuel en Ukraine et de ses conséquences sur la diplomatie mondiale avec ce retour « acté » à l'idéologie des blocs, les experts, les hommes d'affaires russes et africains réfléchiront aux moyens de se doter des mécanismes susceptibles d'améliorer leurs relations en termes d'investissements et de solutions aux problèmes auxquels les pays sont confrontés.

Dans la déclaration du sommet de 2019, les participants magnifiaient le dialogue et exprimaient leur volonté de « Créer un forum de partenariat Russie-Afrique en vue de coordonner le développement des relations russo-africaines, et désigner le sommet Russie-Afrique comme son organe suprême qui se réunira tous les trois ans ». Cette tendance sera sans doute confirmée les 27 et 28 juillet.

Acteurs essentiels du développement, la jeunesse et les médias ne resteront pas en marge des activités du sommet économique et humanitaire Russie-Afrique. Des programmes spécifiques leur sont dédiés, tout comme ceux impliquant les universitaires. Et pour lier l'utile à l'agréable, dans l'intervalle de ces rencontres solennelles aura lieu le Festival de la culture des saisons de Saint-Pétersbourg. Un parti pris pour le dialogue des cultures !

Gankama N'Siah

« Créer un forum de partenariat Russie-Afrique en vue de coordonner le développement des relations russo-africaines, et désigner le sommet Russie-Afrique comme son organe suprême qui se réunira tous les trois ans »

COMPÉTITIONS INTERCLUBS DE LA CAF

Les clubs congolais connaissent leurs adversaires

La Confédération africaine de football(CAF) a procédé, le 25 juillet, au tirage au sort de la Ligue des champions et de la Coupe africaine de la Confédération. Les clubs congolais savent à quoi s'en tenir.



L'AS Otohô affronte El Merreikh/Adiac

Diabes noirs exemptés du premier tour préliminaire/Adiac

L'AS Otohô qui représentera le Congo à la Ligue africaine des champions crociera El Merreikh du Soudan au premier tour préliminaire. Le match aller se jouera entre le 18 et 20 août et le 25-27 août pour le retour. AS Otohô-El Merreikh est un match aux allures d'une revanche ou d'une confirmation. Le 29 novembre 2020, cette équipe du Soudan avait contraint

l'AS Otohô à un nul d'un but partout à Owando avant de lui imposer une défaite 2-0 à Omdurman. C'est un adversaire de taille à prendre avec beaucoup de sérieux.

El Merreikh a déjà remporté la Coupe de la Confédération en 1989, alors qu'en six participations l'AS Otohô n'a jamais intégré la phase de poules de la Ligue des champions. Par deux fois,

elle a été éliminée à la porte des poules pour être reversée à la Coupe de la Confédération et gagner sa place dans les groupes en 2019 et 2022. L'équipe championne du Congo qui va jouer ses matches à l'extérieur veut cette fois-ci franchir un palier.

Exemptés du premier tour préliminaire de la Coupe africaine de la Confédération,

les Diabes noirs vont affronter le vainqueur Cano sport Academy de la Guinée équatoriale contre Maestro United de la Zambie. Les matches aller du deuxième tour auront lieu du 15 au 17 septembre et le retour du 29 septembre au 1er octobre. Le vainqueur intègre la phase de groupe. C'est dans les mêmes circonstances que les Diablotins avaient pour la

première fois réussi à se qualifier pour la phase de poules de la Coupe de la Confédération 2023. Ils ont terminé à la troisième place après avoir affronté Rivers united, Asec, le Daring club Motema Pembe et Asec Mimosas. Les Diabes noirs espèrent, cette fois-ci, sortir de la phase des poules et disputer les quarts de finale.

James Golden Eloué